

1547^e séance

Lundi 5 novembre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1547

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295 à 1297, A/C.2/L.1299] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

1. M. SINARINZI (Burundi) dit que sa délégation attache une très grande importance aux relations économiques internationales. C'est pourquoi figurent parmi ses objectifs fondamentaux la promotion et l'intensification des échanges commerciaux et le développement et l'indépendance économiques des pays en voie de développement. En effet, ces pays ont pris conscience du fait que leur dépendance extérieure était la cause et la conséquence essentielles de leur sous-développement. Cette dépendance elle-même est due à leur intégration au marché mondial sous le régime colonial et aux structures qu'il a engendrées. Il en résulte un type de croissance extravertie qui doit aboutir à son propre blocage, lequel se manifeste au niveau de la balance des paiements par un déficit croissant, qui contribue à renforcer les liens de dépendance, et au niveau des finances publiques par un accroissement plus rapide que la base matérielle de l'économie, ce qui entraîne une inflation désordonnée et le recours à une aide extérieure qui pèse lourdement sur l'indépendance politique.

2. Bien que la CNUCED ait réussi à amorcer une transformation fondamentale des relations économiques internationales, l'économie des pays en voie de développement reste plus vulnérable et plus sensible à la conjoncture internationale. Cette situation est due au fait que les exportations des pays en voie de développement se composent de produits de base non traités et n'ont aucun effet d'entraînement sur l'économie du pays. En même temps, ces produits sont soumis aux fluctuations des cours internationaux. Par ailleurs, les pays en voie de développement importent surtout des articles manufacturés immédiatement consommables et qui, eux non plus, ne donnent aucun élan à leur économie mais absorbent en revanche une part importante de leurs devises, part qui ne cesse d'augmenter du fait de l'inflation.

3. A cela s'ajoute une dépendance financière beaucoup plus grave. Le financement des activités exportatrices et des industries légères des biens de consommation est tributaire des capitaux étrangers ou des emprunts extérieurs. Le transfert des bénéfices et le service de la dette atteignent rapidement un volume plus important que l'apport de capitaux et engendrent un déficit croissant de la balance des paiements.

4. La CNUCED devrait redoubler d'efforts pour aider les pays en voie de développement et renforcer le processus de normalisation des relations économiques internationales en jouant un rôle plus actif dans les

domaines financier et monétaire. La délégation burundaise espère que les négociations commerciales multilatérales qui doivent avoir lieu sous les auspices du GATT serviront les intérêts des pays sous-développés. Le système généralisé de préférences doit être appliqué aux importations d'articles manufacturés et semi-finis provenant des pays du tiers monde, et il conviendrait de supprimer toutes les taxes qui gênent les exportations de produits de base des pays en voie de développement.

5. Passant aux problèmes des pays les moins avancés, M. Sinarinzi dit que les appels lancés en faveur de cette catégorie de pays sont restés sans écho. Cette situation risque de créer des clivages encore plus importants dans l'échelle du développement. Pour l'éviter, les pays nantis ou plus avancés devraient, au nom de la solidarité universelle, lever en faveur de ces pays les barrières non tarifaires, supprimer les contingents et aider les pays les moins avancés à réduire le coût de transport de leurs marchandises. Ces mesures devraient également s'appliquer aux pays sans littoral qui, pour la plupart, font partie des pays les moins avancés.

6. Plus puissantes que ne le furent jamais rois, empereurs ou chefs de gouvernement, les sociétés multinationales qui produisent, vendent, spéculent, embauchent ou débauchent à travers les pays en voie de développement ont mis les Etats à leur service. En 1971, la production assurée par les filiales étrangères des sociétés multinationales dépassait de plus de 20 milliards le montant total des exportations mondiales. Les filiales du tiers monde paient pour les seuls brevets, licences et services rendus une somme égale à la moitié des investissements nouveaux qui affluent dans les pays en voie de développement. Les bénéfices que rapatrient les sociétés multinationales sont hors de proportion avec leurs investissements. Encore les chiffres officiels ne tiennent-ils pas compte des rapatriements clandestins. Cependant ils mettent pleinement en lumière le pillage auquel se livrent les sociétés multinationales dans les pays en voie de développement. Et ce n'est là qu'un début.

7. La délégation burundaise est convaincue que, si l'on veut combler le fossé qui sépare les pays pauvres des pays riches, les pays dits développés devraient fournir des efforts accrus pour éviter des crises qui perturbent dangereusement les relations économiques internationales. Elle leur demande de sacrifier une partie de leur richesse pour aider les pays en voie de développement, et plus particulièrement les pays les moins avancés et les pays sans littoral, à sortir de leur position économique très inconfortable.

8. Pour terminer, M. Sinarinzi annonce que sa délégation souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295.

9. M. FRAZÃO (Brésil) dit que le monde prend peu à peu conscience de la valeur intrinsèque de la CNUCED

et que la troisième session de la Conférence à Santiago a marqué une étape importante dans ce processus. La contestation pacifique entre tendances économiques et intérêts commerciaux divergents est non seulement utile mais même essentielle si l'on veut mettre sur pied un ordre économique mondial plus équitable et plus fécond.

10. Malgré l'absence de résultats concrets, certains signes montrent que des changements se préparent dans le domaine du commerce avec les négociations commerciales multilatérales du GATT, dans le domaine monétaire avec la réforme entreprise par le Comité des Vingt du FMI, dans le domaine des transports maritimes avec la prochaine Conférence des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes (12 novembre-14 décembre 1973), dans le domaine du transfert des techniques et des pratiques commerciales restrictives avec les mesures tendant à mettre progressivement au point un code universellement accepté régissant les transactions. Il y a quelques jours, un jeune ministre venant d'un pays solidement industrialisé a dénoncé les injustices qui caractérisent la structure actuelle de la production et de la consommation, auxquelles du reste son propre pays devait une partie de sa richesse. Si cette façon de voir vient à se généraliser, M. Frazão pense que la nouvelle génération de dirigeants aura le courage et la volonté politique de remédier à l'injustice et d'édifier une société internationale plus équitable. La CNUCED pourrait devenir le fer de lance de ce processus de transformation globale.

11. Si les négociations commerciales et la réforme du système monétaire international retiennent particulièrement l'attention, elles sont cependant liées à toute une série de questions qui doivent faire l'objet d'une évaluation et d'une solution d'ensemble, des remèdes partiels ne pouvant qu'être sans effet. La CNUCED participe activement à cette évaluation et à la recherche de solutions.

12. Les pratiques commerciales restrictives méritent notamment une attention soutenue de la part de l'Organisation des Nations Unies et la délégation brésilienne attend avec intérêt les résultats des travaux du Groupe d'experts sur les pratiques commerciales restrictives et du Groupe de personnalités sur l'effet des sociétés multinationales. M. Frazão estime que les activités menées par une société multilatérale sur le territoire d'un pays doivent être contrôlées par le gouvernement de ce pays; mais il convient aussi d'aborder le problème d'un point de vue global en considérant les activités et les effets des sociétés multinationales tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Ce n'est qu'alors qu'on pourra convenir de normes de conduite qui favorisent un nouveau climat de coopération fondé sur l'association et les avantages mutuels.

13. La délégation brésilienne a pris note avec satisfaction du programme d'action fixé par le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques. Elle pense, comme M. Pérez Guerrero, que le moment est maintenant venu de mettre au point un code de conduite international relatif au transfert des techniques dans l'intérêt de tous les pays, et en particulier des pays en voie de développement. Le fait que la CNUCED ait pris l'initiative dans ce domaine crucial est une preuve supplémentaire de l'efficacité de cette organisation.

14. Dans le domaine des transports maritimes, des changements importants sont prévus. Nul ne conteste que des arrangements plus équitables s'imposent et qu'il serait inutile de chercher à remédier aux problèmes auxquels se heurtent les pays en voie de développement dans le domaine du commerce si les monopoles continuent à exercer leur contrôle sur les transports maritimes au détriment du plus grand nombre.

15. Parmi les travaux actuels de la CNUCED, un autre point mérite une attention particulière; il s'agit de la préparation d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Le Gouvernement brésilien pense que celle-ci permettra à la communauté internationale de mieux percevoir les liens d'interdépendance qui existent entre les pays et de prendre conscience de la nécessité d'une responsabilité générale ouvrant la voie à un état de sécurité économique collective.

16. Après avoir passé en revue les aspects positifs des travaux de la CNUCED, M. Frazão tient à noter également les échecs et les désillusions. L'échec récent des négociations relatives au renouvellement de l'Accord international sur le sucre montre que certains pays développés sont loin d'accepter les réalités économiques. Il convient de rappeler à ce propos un "succès": l'Accord international de 1972 sur le cacao, auquel le plus grand consommateur n'est pas partie, et qui a été réalisé à l'issue de négociations remontant à une époque antérieure à la création de la CNUCED. Cet accord n'a pu se faire que lorsque les pays en voie de développement ont accepté des clauses économiques si éloignées des réalités du marché qu'elles ne peuvent être appliquées. Ces deux exemples montrent quelle est la situation des pays en voie de développement dans le domaine du commerce des produits de base. Et cette situation est sans issue car, lorsque les forces du marché sont défavorables aux pays en voie de développement, ceux-ci s'entendent dire qu'elles ont un caractère immuable et sacré. Lorsque par hasard le prix des produits de base est plus réaliste, les pays développés semblent croire que le marché a été emporté par la folie et soutiennent qu'il faut attendre qu'il revienne à lui pour conclure un accord quelconque.

17. Le système généralisé de préférences pose lui aussi des problèmes. Dès le départ, les pays les moins avancés n'en ont tiré que des avantages minimes. Son utilité pour les pays en voie d'industrialisation, comme le Brésil, a été réduite par l'exclusion des produits agricoles, par le caractère restrictif des divers systèmes, par le fait que certains pays industriels n'y souscrivaient pas et par l'érosion des marges de préférences due à l'élargissement de la CEE. D'ailleurs, la délégation brésilienne craint que cette érosion ne s'aggrave encore à la suite des négociations commerciales multilatérales.

18. Dans le domaine monétaire, le lien entre les droits de tirage spéciaux et les besoins financiers des pays en voie de développement ne semble guère rencontrer de succès. Etant donné cette liste d'échecs, il n'est pas étonnant que la treizième session du Conseil du commerce et du développement ait abouti à une impasse.

19. Il convient d'essayer de remédier aux imperfections institutionnelles de la CNUCED. L'absence de négociations concrètes et le caractère non obligatoire

des décisions font qu'il est rare d'obtenir des résultats pratiques et que leur application dépend du bon vouloir des Etats. Du côté des gouvernements, la rigidité excessive du système de groupes menace de paralyser progressivement toute activité au sein de cette organisation. En outre, les réunions se multiplient et leur date est fixée avec une rigueur mathématique qui ne tient pas compte des fluctuations de la situation financière et économique du monde. M. Frazão suggère au secrétariat de la CNUCED d'adopter une attitude plus souple en la matière.

20. Par ailleurs, il est fort possible que la CNUCED soit victime d'un certain nombre d'illusions qui l'empêchent de se faire une juste perspective des choses. Ces illusions sont, entre autres : l'illusion du tiers monde, l'illusion de l'unité, l'illusion de la technique et l'illusion de l'aide sociale.

21. Pour ce qui est de la première, M. Frazão dit que l'expression "tiers monde" présuppose l'existence d'un monde sous-développé, que sa structure même maintient à l'écart d'un autre monde "important" et développé qui serait le centre de l'économie mondiale. Or, les pays en voie de développement, loin de constituer un organisme étranger, sont liés au prétendu centre par toute une série de relations essentielles à la survie de l'ensemble du système. Malheureusement, ces relations présentent un caractère hiérarchique qui subordonne les pays économiquement faibles aux pays économiquement puissants et essaient de les maintenir dans une situation d'infériorité. Il faut prendre conscience du fait qu'il n'y a pas de compartiment étanche dans le vaisseau spatial Terre mais un seul système fondé sur une division internationale du travail défavorable aux pays en voie de développement. La CNUCED a été créée essentiellement pour corriger ces distorsions.

22. L'illusion de l'unité découle de la première. Unis dans leur lutte pour la dignité, les pays en voie de développement ne constituent cependant pas une abstraction homogène. Les différentes pressions économiques qui pèsent sur eux selon leur situation géographique les forcent à se lancer dans une concurrence néfaste.

23. L'illusion de la technique tient à l'erreur qui consiste à considérer les questions économiques comme des problèmes purement techniques, qu'il est possible de définir objectivement et de résoudre selon une formule d'application universelle. Ainsi, chaque idéologie tente de convaincre les pays en voie de développement d'adopter des solutions qui seraient immuablement valables mais qui ne sont en fait que des instruments grossiers plus ou moins adaptés à la situation de certains pays de l'hémisphère Nord à un moment donné de leur histoire.

24. L'illusion de l'aide sociale résulte en grande partie des malentendus exposés précédemment. Ceux qui y croient s'imaginent que des injections sporadiques d'assistance technique ou financière combleront l'écart considérable qui sépare les pays en voie de développement des pays développés. C'est là ne pas tenir compte du fait que le sous-développement est dû en grande partie à la structure même des relations internationales et ne pourra être éliminé que par un effort global concerté.

25. Selon la Charte des Nations Unies, la paix et la sécurité présupposent l'égalité souveraine de tous les

pays. La délégation brésilienne a dit à maintes reprises que la tâche fondamentale de l'Organisation des Nations Unies consistait à faire régner une paix et une sécurité véritables, tant politiques qu'économiques, qui tiennent compte de la diversité des intérêts et des besoins des membres de la communauté internationale. On ne peut donc confondre la paix avec la recherche actuelle de la détente entre les grandes puissances. En dépit de ses effets positifs indéniables, cette détente ne doit pas être considérée comme une fin en soi. D'ailleurs, les deux semaines écoulées ont montré à l'évidence que la détente a des racines encore peu profondes et qu'elle n'en demeure pas moins effectivement musclée.

26. Les pays en voie de développement ont tout intérêt à ce que règnent la paix et la sécurité. Ils veulent appliquer leurs différents plans de développement national, comparer les résultats de leurs expériences, tirer la leçon de leurs erreurs et de leurs succès, sans oublier qu'ils poursuivent le même but, à savoir la création de conditions favorables à une accélération du développement de leurs sociétés nationales et régionales, qui contribueront, en fin de compte, à une expansion économique propice à un système de sécurité économique collective.

27. Peu des échecs que vient de décrire M. Frazão sont dus au mauvais fonctionnement de la CNUCED. La tâche qui se présente est double : améliorer le mécanisme institutionnel et faire prendre conscience à des secteurs plus larges de la communauté mondiale de la solidarité internationale et de la nécessité de coopérer. Lorsque cela aura été accompli, la CNUCED pourra jouer le rôle qui lui revient parmi les organismes des Nations Unies.

28. M. PÉREZ GUERRERO (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) souligne l'importance du débat qui vient de se dérouler, tant pour la CNUCED que pour les membres de la Deuxième Commission. Beaucoup d'idées et de points de vue ont été exprimés et la CNUCED les étudiera très soigneusement. M. Pérez Guerrero remercie les orateurs des paroles qu'ils lui ont adressées, en faisant observer que, à travers lui, elles dénotent la confiance qu'ont les pays membres dans l'organisation dont il a la charge.

29. Il ressort du débat que les membres de la Commission ne sont pas entièrement satisfaits des résultats obtenus par la CNUCED ni des efforts faits par les gouvernements. C'est là, de l'avis de M. Pérez Guerrero, une attitude fort compréhensible. En effet, si de nets progrès ont été réalisés, il reste encore beaucoup à faire. L'époque actuelle est difficile, certes, mais elle offre la possibilité de jeter les bases d'un nouvel ordre économique. Il faut faire en sorte que les conditions dominantes jusqu'à présent disparaissent à tout jamais.

30. La CNUCED a également un rôle à jouer dans les négociations commerciales multilatérales et dans la réforme du système monétaire. Elle n'est certes pas l'élément essentiel de ces négociations, mais elle peut veiller à ce que tous les pays en retirent des avantages, les pays développés comme les pays en voie de développement et, parmi ces derniers, les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires.

31. Il ne faut cependant pas perdre de vue que la CNUCED a une vocation universelle et doit veiller aux

intérêts de tous les pays. C'est d'ailleurs là un grand atout pour elle.

32. Il convient de se féliciter de l'appui apporté par les membres de la Commission au projet de charte des droits et des devoirs économiques des Etats et il faut espérer que l'Assemblée générale donnera le feu vert pour mener à bonne fin cette entreprise.

33. Le secrétaire général de la CNUCED estime que, pour veiller à l'efficacité de cette organisation, il faut réviser constamment les dispositions institutionnelles qui la régissent. Il semble qu'elle doive faire face à un trop grand nombre de réunions et que le point de saturation ait été atteint. Les gouvernements doivent se souvenir qu'il est difficile à la CNUCED de faire avancer ses travaux comme il convient avec un aussi grand nombre de réunions. Si les progrès accomplis n'ont pas été aussi importants qu'on l'espérait, l'efficacité administrative de l'organisation n'en est pas la cause, mais plutôt le manque de volonté politique de certains gouvernements et notamment des gouvernements des pays les plus riches. Certains gouvernements, et notamment ceux des grandes puissances, n'ont pas toujours eu le courage de contrecarrer dans la mesure nécessaire certains courants qui existent dans leurs pays.

34. M. Pérez Guerrero a constaté que tous les membres n'étaient pas d'accord pour considérer la hausse des prix des produits de base comme un élément positif sur lequel on pouvait dorénavant compter. Le secrétariat de la CNUCED, quant à lui, a tendance à adopter le point de vue des pays en voie de développement pour lesquels ces produits ont une importance capitale. Il est regrettable que certains gouvernements ne fassent pas les efforts voulus pour stabiliser les prix, notamment en adhérant à des accords sur les produits de base. Il est en effet indispensable que les pays producteurs et les pays consommateurs s'entendent si l'on veut progresser sur une base stable. Le Gouvernement des Etats-Unis, notamment, semble assez peu disposé à adhérer à de tels accords, mais il a fait savoir qu'il n'en générerait pas l'application. Il n'est d'ailleurs pas exclu que ce pays et d'autres finissent par y adhérer.

35. Il est indispensable que la CNUCED coopère avec d'autres organismes traitant de problèmes analogues, sous la supervision générale du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

36. Il faut espérer que, à la fin de la présente session de l'Assemblée générale, la CNUCED pourra disposer des ressources dont elle a besoin pour exécuter efficacement sa tâche et s'acquitter des responsabilités plus importantes qui lui ont été confiées. Elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour communiquer à l'Assemblée générale des résultats plus positifs qu'auparavant.

37. M. GATES (Nouvelle-Zélande) indique que, à la suite des consultations qu'elle a eues avec la délégation mexicaine, sa délégation a décidé de retirer son amendement (A/C.2/L.1299) au projet de résolution A/C.2/L.1295. En effet, les objections de la délégation néo-zélandaise portaient essentiellement sur la procédure adoptée pour présenter le projet de

résolution à l'Assemblée générale, plutôt que sur les objectifs énoncés dans le texte. Le Gouvernement néo-zélandais appuie entièrement la proposition du Président du Mexique et se félicite par conséquent du projet de résolution A/C.2/L.1295. C'est parce qu'elle estimait qu'il fallait également donner l'occasion au Conseil économique et social d'examiner le projet de charte qu'elle a présenté son amendement; il lui semble en effet que ce projet doit être approuvé par tous les organismes qui s'occupent de commerce et de développement. La délégation mexicaine lui ayant fait observer les difficultés qu'il y aurait à obtenir les vues du Conseil économique et social, la délégation néo-zélandaise a finalement décidé de retirer purement et simplement son amendement. Elle souhaiterait cependant que la Deuxième Commission fasse connaître son désir de voir le Conseil économique et social se pencher sur ce projet après la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Le représentant de la Nouvelle-Zélande espère donc en attendant que la Deuxième Commission adoptera à l'unanimité le projet de résolution A/C.2/L.1295.

38. M. ZAHARAN (Egypte) félicite la délégation néo-zélandaise de sa coopération. En effet, la délégation égyptienne estime que le Conseil économique et social n'a pas suffisamment de temps pour examiner le rapport du Groupe de travail et par conséquent ne pouvait approuver l'amendement proposé par la délégation néo-zélandaise. Il convient en effet de continuer à préparer le projet de charte aussi rapidement que possible et, partant, de ne pas retarder l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1295, d'autant plus que les membres de la Deuxième Commission semblent disposés à l'adopter par consensus.

39. M. SHEMIRANI (Iran) demande, au nom du Groupe des Soixante-Dix-Sept, qu'aucune décision ne soit prise sur le projet de résolution A/C.2/L.1295 avant la fin de la semaine, afin que d'autres délégations puissent être consultées.

40. M. ZAHARAN (Egypte) ne voit aucune raison de retarder l'adoption de ce texte étant donné que toutes les délégations semblent l'approuver. Il vaudrait donc mieux prendre dès maintenant une décision avant de passer au point suivant de l'ordre du jour.

41. M. GONZALEZ GALVEZ (Mexique) appuie la suggestion du représentant de l'Egypte.

42. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense quant à lui qu'il vaut mieux aborder l'examen du point 52 de l'ordre du jour relatif à l'Université des Nations Unies, comme prévu, et remettre à jeudi l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1295.

43. Le PRESIDENT estime qu'il est difficile d'adopter ce projet à la présente séance étant donné qu'il reste encore beaucoup de délégations qui veulent intervenir à son sujet. Il serait par conséquent préférable de passer au point 52 de l'ordre du jour, relatif à l'Université des Nations Unies, et de remettre à jeudi l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1295. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que les membres de la Commission approuvent sa suggestion.

Il en est ainsi décidé.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général [A/9003/Add.1 (troisième partie), A/9149 et Add.1 et 2, A/C.2/L.1300]

44. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) signale que le document A/C.2/L.1300 a fait l'objet d'un nouveau tirage pour raisons techniques.

45. M. NARASIMHAN (Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination) rappelle que, par sa résolution 2951 (XXVII) du 11 décembre 1972, l'Assemblée générale a décidé de créer l'Université des Nations Unies qui serait un ensemble autonome d'établissements universitaires, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, se consacrant à des recherches sur les problèmes généraux les plus urgents relatifs à la survie, au développement et au bien-être de l'humanité, dont s'occupent l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, et veillant à la formation, dans l'intérêt de la communauté mondiale, de jeunes savants et chercheurs déjà diplômés.

46. L'ancien secrétaire général U Thant a été le premier à lancer cette idée en 1969, idée que l'Assemblée générale a accueillie favorablement. Sur la demande de celle-ci, diverses études de faisabilité ont été entreprises et des experts de différentes disciplines, originaires de diverses régions, ont été consultés pour répondre aux questions soulevées dans certains organes intergouvernementaux. Les études effectuées par l'UNESCO et l'UNITAR, ainsi que les rapports du Groupe d'experts créé aux termes de la résolution 2691 (XXV) de l'Assemblée générale, se sont révélés particulièrement utiles.

47. L'enseignement de l'Université se fera essentiellement au niveau postuniversitaire et portera en particulier sur la recherche et la formation. Il aura principalement pour tâche de diffuser des connaissances, d'effectuer des échanges de personnel universitaire, d'organiser des recherches coordonnées sur le plan international et d'élaborer des conceptions qui aient un pouvoir catalyseur.

48. Comme l'Assemblée générale les en avait priés à la vingt-septième session, le Secrétaire général et le Directeur général de l'UNESCO ont créé, en consultation avec les institutions spécialisées et les programmes intéressés, y compris l'UNITAR, un Comité fondateur composé de 20 savants éminents originaires de divers pays.

49. A l'issue de sa deuxième session en juin 1973, le Comité fondateur a adopté à l'unanimité le texte d'un projet de charte, ainsi que son rapport et des observations supplémentaires qui figurent tous dans le rapport du Secrétaire général (A/9149). Le projet de charte, qui correspond aux principes énoncés dans la résolution 2951 (XXVII), décrit sous une forme juridique les objectifs de l'Université, ses caractéristiques administratives fondamentales, ses diverses catégories de personnel et certaines autres caractéristiques importantes, telles que la liberté académique et l'autonomie. Conformément à la recommandation de l'Assemblée générale, le Comité fondateur a estimé que le fonctionnement de l'Université devait être assuré essentiellement par des contributions volontaires émanant de gouvernements et de sources non gouvernementales,

mais que l'Université pourrait également recevoir une aide pour ses projets, en particulier des bourses, de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales.

50. L'Université, comme prévu, créera ou absorbera des centres de recherche et de formation dans diverses parties du monde et son personnel enseignant sera recruté pour des périodes déterminées afin d'éviter, du moins partiellement, d'aggraver le problème de l'exode des compétences qui sévit dans de nombreux pays en voie de développement.

51. Le Conseil exécutif de l'UNESCO a récemment examiné le texte proposé par le Comité fondateur et s'est déclaré d'accord dans l'ensemble avec le projet de charte établi par celui-ci, sous réserve d'un certain nombre d'observations et de suggestions qui figurent dans le document A/9149/Add.1. A ce propos, M. Narasimhan remercie le Directeur général et le Directeur général adjoint de l'UNESCO de leur constante coopération.

52. Tenant compte de ces suggestions, le Secrétaire général a établi le texte révisé figurant dans le document A/9149/Add.2, dont la Deuxième Commission est saisie. Ce texte devrait fournir à l'Université un cadre solide mais permettant de faire preuve de la souplesse voulue pour qu'elle puisse s'épanouir sous le patronage commun de l'Organisation des Nations Unies et de l'UNESCO. L'Université sera dirigée par un conseil de 24 membres; l'élaboration, l'administration et la coordination de son programme seront confiées à un recteur qui, avec l'aide du personnel du centre de l'Université, exécutera la politique fixée par le Conseil et guidera les activités de recherche et de formation de l'ensemble du système. L'Université créera de nouveaux centres de recherche et de formation, ou incorporera des centres existants, par accord entre les parties intéressées. La conférence des directeurs des centres de recherche et de formation conseillera le Recteur à propos du programme. Si besoin est, d'autres organes consultatifs seront créés.

53. Pour accomplir sa tâche, l'Université pourra également organiser des recherches coordonnées sur le plan international dans diverses parties du monde au moyen d'arrangements contractuels ou autre. Il est évidemment impossible de préciser dans la charte les rapports qui existeront entre le Centre et toutes les institutions, lesquelles pourront soit entrer dans le cadre du système soit établir avec lui une coopération limitée. Il est possible qu'au bout de quelques années d'expérience on éprouve la nécessité de modifier la charte, notamment en ce qui concerne le statut et les conditions du service du personnel universitaire. Les amendements apportés dans ce sens pourront être adoptés par l'Assemblée générale, conformément aux procédures fixées dans la charte.

54. L'UNITAR a joué un rôle important dans les travaux préparatoires et les études qu'il a effectuées ont grandement facilité l'élaboration du projet de charte. Il faut espérer que, lorsqu'elle sera créée, l'Université entretiendra avec l'UNITAR des rapports féconds dans un certain nombre de domaines d'intérêt mutuel. Il est possible également que l'Université demande à l'UNITAR d'entreprendre certaines études et certains programmes de formation dans son domaine particulier de compétence. Dès que le Conseil de l'Université aura

été créé, des discussions pourront avoir lieu avec l'UNITAR pour définir le type exact des rapports qui l'uniront à l'Université. Comme le Secrétaire général et le Directeur général de l'UNESCO, le Directeur exécutif de l'UNITAR sera membre de droit du Conseil de l'Université et participera ainsi à son administration. Il sera en outre consulté sur le choix des membres du Conseil.

55. En janvier 1973, le Secrétaire général a adressé aux gouvernements de tous les Etats Membres une note relative aux contributions qu'ils pourraient souhaiter verser à l'Université des Nations Unies. Cette initiative a été accueillie plus favorablement cette année que les années passées. Les réponses reçues de plus de 20 gouvernements sont résumées dans l'annexe II au document A/9149. En outre, beaucoup d'organisations non gouvernementales et de particuliers se sont montrés disposés à coopérer avec l'Université; leurs propositions seront portées à l'attention des autorités de l'Université pour qu'elles les examinent conformément à la Charte. A ce propos, M. Narasimhan attire l'attention des membres sur la recommandation du Comité fondateur selon laquelle il est nécessaire pour l'Université de disposer d'une dotation importante en sus des contributions annuelles et spéciales, pour assurer la viabilité de tout le système de l'Université et fonder l'ensemble de son programme sur des bases financières saines et stables. Le revenu tiré de cette dotation pourrait être utilisé non seulement pour financer des centres de recherche et de formation dépendant de l'Université, en particulier dans les pays en voie de développement, mais également au profit d'institutions associées et pour organiser des recherches coordonnées au niveau international et des échanges de spécialistes. Le Secrétaire général souligne qu'il importe pour les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les particuliers de contribuer généreusement à cette dotation et il continuera à faire de son mieux pour obtenir les contributions volontaires adéquates.

56. Le Secrétaire général, qui est chargé d'autre part de faire des recommandations à l'Assemblée concernant l'emplacement du Centre de l'Université, estime que l'offre du Gouvernement japonais, qui englobe tous les frais de premier établissement du Centre et une contribution de 100 millions de dollars destinée à la dotation de l'Université, constitue l'offre la plus concrète et la plus importante qui ait été faite. Le Secrétaire général a donc recommandé à l'Assemblée de prendre sérieusement en considération le fait que le Japon est disposé à devenir l'Etat hôte du Centre de l'Université et les directeurs généraux de l'UNESCO et de l'UNITAR se sont associés à cette recommandation. L'Assemblée générale souhaitera sans doute tenir compte des autres offres ainsi que des critères suggérés par le Comité fondateur, qui figurent en annexe I, à l'appendice II, du document A/9149.

57. En ce qui concerne l'emplacement des centres et des programmes de recherche et de formation de l'Université des Nations Unies et d'autres institutions et centres susceptibles d'être associés à l'Université, le Secrétaire général estime que cette question devrait être renvoyée pour examen et décision au Conseil de l'Université, qui devrait s'en occuper en priorité. L'Assemblée générale sera bien entendu tenue au courant des mesures que le Conseil pourra prendre en la matière. Au cas où l'Assemblée générale adopterait la

charte de l'Université, le Secrétaire général prendra toutes les mesures nécessaires pour en appliquer les dispositions, en consultation avec le Directeur général de l'UNESCO, en attendant l'entrée en fonctions du Recteur. Les dépenses encourues éventuellement seront financées à l'aide de contributions volontaires à l'Université. Il faut espérer que le Recteur pourra être désigné au milieu de 1974 et qu'il assumera ses fonctions en septembre ou octobre 1974; d'autre part, le Centre de l'Université devrait être développé progressivement. Après quatre années de préparation, l'Université commencera alors son existence autonome dans le cadre du système des Nations Unies et il lui appartiendra de faire ses preuves.

58. M. M'BOW (Sous-Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) expose les observations et commentaires du Conseil exécutif de l'UNESCO concernant le projet de charte de l'Université des Nations Unies mis au point par le Comité fondateur. L'UNESCO n'a cessé d'accorder une attention particulière au projet de création d'une université sous l'égide des Nations Unies depuis que l'idée en a été lancée en 1969; en effet, la convergence entre les obligations constitutionnelles et les activités de l'UNESCO, d'une part, et la vocation de l'Université, d'autre part, ressort très nettement des dispositions de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale. Toutefois, l'UNESCO a considéré dès le début que la création d'une université ayant l'originalité et l'ampleur de celle qui est envisagée pose des problèmes complexes et difficiles et elle a jugé qu'il fallait avant tout procéder à une étude aussi minutieuse que possible de tous les aspects de la question. La complexité des problèmes est d'ailleurs apparue plus clairement encore lors de l'élaboration et de la discussion de l'étude de justification que l'Assemblée générale avait chargé l'UNESCO d'entreprendre.

59. Les débats et les résolutions de la Conférence générale et du Conseil exécutif de l'UNESCO ont été constamment marqués par la volonté de définir des orientations qui soient acceptables pour les Etats membres et qui puissent en même temps engager la communauté académique du monde, tout en permettant à l'Université de remplir efficacement la mission qui lui a été assignée. En effet, les Etats membres de l'UNESCO ont toujours considéré que l'UNESCO a compétence et responsabilité au premier chef pour assurer l'élaboration et la mise en œuvre de ce projet. Le Conseil exécutif a adopté sans aucun vote négatif la décision 4.3.2 (voir A/9149/Add.1) qui contient ses commentaires et observations sur le projet de charte proposé par le Comité fondateur; ces observations et suggestions se fondent sur les principes énumérés au paragraphe 6 de la décision du Conseil. Le Sous-Directeur donne lecture de ces principes, qui correspondent à des principes déjà énoncés dans des résolutions précédentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Conférence générale de l'UNESCO ainsi que dans des décisions antérieures du Conseil exécutif. Il n'y a donc quant au fond ni divergence ni contradiction entre les propositions émanant du Comité fondateur et les suggestions du Conseil exécutif de l'UNESCO.

60. Les modifications et les suggestions que le Conseil exécutif apporte au projet de charte tendent toutes à

préciser et à compléter utilement cette charte de manière à rendre les options fondamentales plus claires et plus explicites et à les harmoniser davantage avec les principes de base énoncés dans sa décision. Cette décision est hautement significative, car si le projet relatif à une université des Nations Unies a eu dès le début des partisans tenaces, il n'a pas manqué d'adversaires résolus. Toutefois, à mesure que les buts sont devenus plus clairs et les structures, conditions et modalités de fonctionnement et de financement plus précises, les oppositions se sont atténuées au point de faire place à un consensus presque général. La même chose est vraie des milieux académiques du monde avec lesquels des échanges de vues se sont poursuivis pendant trois ans. Le résultat du consensus intervenu au Conseil exécutif de l'UNESCO a abouti à la mise au point du texte révisé de projet de charte de l'Université (voir A/9149/Add.2), dont le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a recommandé l'adoption sans réserve. Ce projet de charte révisé comprend 13 articles; l'article premier définit les buts et la structure de l'Université, communauté internationale de savants vouée à la recherche, à la formation postuniversitaire et à la diffusion du savoir en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies; l'article II traite de l'autonomie de l'Université et des libertés académiques; l'article III définit l'organisation de l'Université, qui comprend un conseil de l'Université, un recteur, un centre de l'Université et des centres et programmes de recherche et de formation; l'article IV précise la composition, le mode de désignation des membres et les attributions du Conseil de l'Université, organe central de décision; l'article V indique la procédure de nomination du Recteur, principal fonctionnaire académique et administratif, ainsi que la nature de ses responsabilités; les articles VI à XII ont trait respectivement au Centre de l'Université, aux centres et programmes de recherche et de formation, au personnel de l'Université, aux questions financières et budgétaires, au siège, aux statuts et pouvoirs et enfin aux amendements à la Charte; l'article XIII, disposition transitoire, concerne le statut du personnel de l'Université, qui devra être déterminé en définitive par le Conseil de l'Université en conformité avec les statuts qu'il adoptera pour assurer le bon fonctionnement de l'Université.

61. En ce qui concerne l'emplacement du Centre de l'Université, le Directeur général de l'UNESCO a donné son plein accord à la recommandation du Secrétaire général tendant à établir ce centre au Japon.

62. Le Sous-Directeur général de l'UNESCO souligne la coopération fructueuse qui s'est établie entre l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO ainsi qu'entre ces deux organisations et les autres institutions et organismes intéressés des Nations Unies, en particulier l'UNITAR. C'est grâce à cette coopération qu'a pu être menée à bien la tâche difficile, mais stimulante, de créer l'Université. Certes, l'avenir de cette institution ne sera que ce que toutes les nations voudront qu'il soit; il faut espérer toutefois que certaines grandes questions dont peut dépendre le sort de l'humanité pourront désormais être envisagées, du point de vue de la recherche comme de celui de la formation, de façon globale et sur une base réellement planétaire, dans une perspective qui engage à long terme l'ensemble de la communauté internationale.

L'UNESCO, quant à elle, est prête à assumer la part de responsabilité qui lui revient dans la mise en œuvre du projet d'Université des Nations Unies; le Conseil exécutif a en effet recommandé que le Secrétaire général de l'ONU soit invité par l'Assemblée générale à prendre, en accord avec le Directeur général de l'UNESCO, toutes mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre de la charte, en tenant compte notamment de ce qu'il semble souhaitable que l'UNESCO ait un rôle de premier plan à jouer, correspondant à ses compétences et attributions essentielles, dans tous les travaux préparatoires et arrangements provisoires. Le Directeur général de l'UNESCO est donc prêt à collaborer étroitement avec le Secrétaire général pour appliquer les décisions qui seront prises par l'Assemblée générale.

63. M. NICOL (Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) retrace tout d'abord l'historique de la question de l'Université des Nations Unies; il a été décidé que l'UNESCO devait être membre de cette université et l'UNITAR, pour sa part, a été chargé de jouer un rôle central au sein du Comité préparatoire. Le Directeur général rappelle que toute université est, par définition, internationale, et que tel a toujours été le cas. Il cite en exemple les grandes universités d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ainsi l'Université des Nations Unies s'inscrit dans une tradition séculaire; elle devra avant toute chose forger des liens très solides avec les milieux universitaires du monde entier et il convient donc de se féliciter qu'un aussi grand nombre de représentants des milieux universitaires aient participé aux travaux préparatoires et aux travaux du Comité fondateur. Il y a lieu, d'autre part, de lancer un appel aux universités du monde entier pour qu'elles offrent à l'Université des Nations Unies un appui aussi bien moral que financier.

64. Au nombre des offres faites par les divers gouvernements pour accueillir le Centre de l'Université, celle du Gouvernement japonais est sans aucun doute la plus intéressante. Toutefois, si les considérations financières sont certainement importantes, ce ne devrait pas être l'élément déterminant pour décider de l'emplacement du Centre. Le Directeur général, qui s'est rendu au Japon en sa qualité de membre du Comité fondateur, a pu toutefois constater l'enthousiasme que suscitait dans toutes les couches de la population l'idée de créer une université des Nations Unies; d'autre part, le Japon possède un grand nombre d'universités d'un niveau très élevé; de plus, les principes sur lesquels reposent la politique intérieure et la politique étrangère de ce pays font qu'on ne saurait trouver un meilleur emplacement pour l'Université; enfin, sa situation géographique, loin des grands centres universitaires européens, permettrait d'éviter une centralisation excessive.

65. En ce qui concerne le rôle que devra jouer l'UNITAR vis-à-vis de l'Université des Nations Unies, il est bon de constater que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 ont reconnu implicitement, au paragraphe 5, le rôle central que joue l'Institut dans toutes les questions intellectuelles; l'UNESCO également a toujours appuyé les travaux de l'Institut. Il faut avouer que l'idée de la création d'une université a toujours préoccupé l'UNITAR ainsi que d'autres instituts de recherche; c'est pourquoi le Directeur général a été heureux d'apprendre que des mesures seront

prises pour constituer avec ces instituts des formes d'association qui ne seront pas à leur désavantage mais qui, du moins il faut l'espérer, viseront à renforcer la coopération avec eux et à leur offrir une base financière plus solide pour leurs travaux. Il a été encourageant de constater que le Directeur général de l'Institut a été régulièrement consulté par l'UNESCO et par les membres du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et qu'il a été désigné membre d'office du Comité fondateur. Les inquiétudes de l'Institut avaient été communiquées au Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination et celui-ci les a dûment prises en considération, comme il l'a indiqué dans son intervention. En fait, l'Institut, qui a des liens avec un grand nombre d'universités et d'institutions dans le monde entier, a accumulé des

connaissances et une expérience qui pourront être très précieuses pour l'Université des Nations Unies. Il est donc bon de voir que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 ont reconnu le rôle spécial que peut jouer l'Institut, et le Directeur général se demande si l'on ne pourrait pas ajouter le nom de l'Institut au paragraphe 6 du dispositif. Il espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

66. M. CAVAGLIERI (Italie) aimerait que les interventions du Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination, du Sous-Directeur général de l'UNESCO et du Directeur général de l'UNITAR soient reproduites aussi largement que possible dans le compte rendu analytique de séance.

La séance est levée à 13 h 30.

1548^e séance

Mardi 6 novembre 1973, à 10 h 40.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1548

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (suite) [A/9003/Add.1 (troisième partie), A/9149 et Add.1 et 2, A/C.2/L.1300]

1. M. OGISO (Japon) rappelle que, après de nombreuses études, résolutions et décisions, l'Assemblée générale a décidé à sa vingt-septième session d'établir l'Université des Nations Unies; il lui faut maintenant adopter une charte pour cette université et décider de l'emplacement de son centre. En ce qui concerne la première de ces questions, le Conseil exécutif de l'UNESCO a présenté des observations et des commentaires (voir A/9149/Add.1) sur le projet de charte proposé par le Comité fondateur, qui figure à l'annexe I, appendice III, du rapport du Secrétaire général (A/9149); l'Assemblée est maintenant saisie d'un texte révisé du projet de charte (voir A/9149/Add.2) qui est le produit des efforts concertés des secrétariats de l'ONU et de l'UNESCO; ce texte est fondé sur le projet proposé par le Comité fondateur et tient compte des commentaires et observations du Conseil exécutif de l'UNESCO. La délégation japonaise espère vivement que le texte révisé de la charte sera adopté à l'unanimité à la présente session de l'Assemblée générale.

2. En ce qui concerne l'emplacement du Centre de l'Université, le Secrétaire général a recommandé à l'Assemblée de prendre sérieusement en considération le fait que le Japon soit disposé à devenir l'Etat hôte de cet organe. Les directeurs généraux de l'UNESCO et de l'UNITAR se sont associés à cette recommandation. Le Japon, qui a toujours reconnu qu'il convenait avant tout de renforcer la solidarité internationale pour jeter les bases d'une paix mondiale, a soutenu dès l'origine l'idée de créer une université des Nations Unies. Pour des raisons à la fois historiques et géographiques, le Japon est un point de rencontre des cultures orientales et occidentales et s'est efforcé de

jouer un rôle d'intermédiaire entre pays développés et pays en voie de développement. Le représentant du Japon est donc persuadé que, si l'offre de son pays était retenue, le Centre de l'Université pourrait servir utilement à promouvoir la paix et la prospérité dans le monde. Il convient également de souligner l'importance symbolique qu'il y aurait à situer cette institution mondiale en Asie. La délégation japonaise espère sincèrement que les membres de la Deuxième Commission accepteront l'offre du Gouvernement japonais. Celui-ci est disposé à verser une contribution d'un montant de 100 millions de dollars au Fonds de l'Université des Nations Unies, en cinq versements annuels à partir de 1974, sous réserve de l'approbation du Parlement et à condition que les Etats Membres et d'autres sources versent également des contributions au Fonds; d'autre part, le Japon prendra à sa charge toutes les dépenses d'équipement nécessaires pour l'établissement du Centre dans la région métropolitaine de Tokyo. Cette contribution n'empêche pas le Gouvernement japonais d'envisager d'augmenter l'année prochaine sa contribution à l'UNITAR.

3. Le représentant du Japon présente, au nom des auteurs, le projet de résolution A/C.2/L.1300. Au paragraphe 1 du dispositif, les auteurs demandent à l'Assemblée générale d'adopter le projet de charte de l'Université qui incorpore les commentaires et observations du Conseil exécutif de l'UNESCO (voir A/9149/Add.2), l'organisation compétente en matière d'éducation. Etant donné que l'Université des Nations Unies est un projet international d'un type tout à fait nouveau, il est normal que les opinions divergent à propos de la charte. Toutefois, ce projet est conçu de façon que l'Université jouisse des libertés académiques et de l'autonomie nécessaires et bénéficie de l'intérêt et de l'appui du monde entier; il est également conforme à l'esprit de la résolution 2951 (XXVII), par laquelle l'Assemblée a décidé d'établir l'Université.

4. Le paragraphe 2 du dispositif indique la procédure à suivre, le cas échéant, pour modifier la charte à la